

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 31/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ATPM SARL**

Le Bourg  
47340 Hauteffage-La-Tour

Références : 241  
Code AIOT : 0005202146

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ATPM SARL implanté Croix de Mils 47140 Frespech. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du site ATPM a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection, la société ATPM étant classée SEVESO Seuil Haut. Elle avait également pour objet de vérifier et compléter des points identifiés lors de l'instruction de la notice de réexamen du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATPM SARL
- Croix de Mils 47140 Frespech
- Code AIOT : 0005202146

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ATPM est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de FRESPECH au lieu dit «Croix de Mils», un établissement pyrotechnique de fabrication, stockage, montage, conditionnement et expédition d'artifices de divertissement sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 95-3162 du 13 octobre 1995 modifié. Cet établissement est classé SEVESO Seuil Haut en raison des quantités stockées de produits pyrotechniques. L'arrêté préfectoral a été complété le 15 mars 2007, le 22 juin 2010 et le 21 décembre 2015 par des actes visant à renforcer la sécurité des installations.

### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois
6	EDD	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sûreté des matériels électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.7.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.10.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Dispositions générales applicables aux installations pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.8.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Foudre	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		04/10/2010, article 18		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réviser son étude de dangers au vu des manques identifiés dans le rapport d'inspection.

L'exploitant devra également mettre en place des actions correctives dans le cadre du suivi de ses MMRs et de la prévention du risque Foudre sur son site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sûreté des matériels électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques des installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur. Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant.</p> <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils mentionnent très explicitement les déficiences relevées. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les plus brefs délais selon un planning défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, les matériels et les installations électriques sont maintenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 04/02/2025, l'exploitant a indiqué que l'électricité identifiée au bâtiment M1 est une installation basse tension 24-48 V courant faible avec un départ dans le coffret du bureau. L'exploitant s'est engagé, lors du prochain contrôle des installations électriques, à faire passer son bureau de contrôle du niveau du local M1. Lors de la visite du 27/11/2025, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques daté du 25/11/2025 et référencé 9144A/25/3904. Dans ce rapport il est bien précisé que le bâtiment M1 a fait l'objet de la vérification des installations électriques et conclut qu'il n'y a aucune observation concernant les installations basse tension.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Mesures de protection contre l'incendie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours. En particulier, le site dispose d'un réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>. L'emplacement exact et le nombre de ces dispositifs doit être soumis à l'approbation du service de prévention du centre de secours principal Laroque Timbaut.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 20/03/2025, l'exploitant a indiqué que la société CAP INCENDIE est passé le 25/03/25 pour récupérer tous les extincteurs non vérifiés périodiquement. La société CAP INCENDIE n'a pas fourni de justificatif d'enlèvement à l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite du 27/11/2025, l'inspection a constaté l'enlèvement des extincteurs "périmés" présents dans le bâtiment G lors de l'inspection du 12/12/2024.</p> <p>Par courriel du 20/03/2025, l'exploitant a justifié de la présence d'un volume permanent de 120 m3 d'eau et par courriel du 12/04/25, il a communiqué un compte-rendu de réunion qui s'est tenue le 17/01/1995 entre la mairie de HautePAGE-la-Tour et M.Maurice de la Sté ATPM qui acte de la création d'une réserve artificielle de 120 m3 à moins de 200 m des bâtiments du site de M.Maurice.</p> <p>Lors de la visite du 27/11/2025, l'exploitant a fourni à l'inspection le résultat du test hydraulique effectué le 01/07/2025 sur le poteau incendie du site. Il conclue que le poteau permet bien d'obtenir un débit de 60 m3/h (maximum obtenu de 64 m3/h) et que la bâche d'alimentation est réalimentée en continu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de stockage déchets pyrotechniques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...]

Seuls les déchets pyrotechniques et les déchets d'emballage souillés par de la matière active qui ne peuvent être éliminés ailleurs sont autorisés à être détruits sur l'aire de brûlage AD2 du site.

Seuls des déchets pyrotechniques sont autorisés à être stockés sur l'aire AD1.

Les déchets d'emballage souillés par de la matière active sont stockés sur une aire dédiée identifiée sur les plans et procédures. Cette dernière est implantée hors de la Z2 thermique du dépôt AD1 et de la zone de destruction AD2.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 27/11/2025, l'inspection a constaté la présence sur le site d'une zone AD1 localisée conformément au plan des installations du site, où les déchets pyrotechniques sont stockés dans un fût.

L'exploitant a déclaré qu'il a très peu de déchets d'emballage souillés par de la matière active et qu'il n'a pas besoin d'une aire de stockage dédiée avant leur destruction sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositions générales applicables aux installations pyrotechniques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.8.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maitrise des quantités d'explosifs présentes sur le site

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les quantités maximales de matières et objets explosibles pouvant être entreposés dans les dépôts ou mis en œuvre dans les ateliers doivent être conformes aux dispositions précisées dans les études de sécurité et ne doivent pas excéder les quantités fixées dans le tableau joint en annexe 3 du présent arrêté.

Un état immédiat donnant pour chaque dépôt, et atelier contenant des matières actives, la nature et la quantité maximale de produits y étant entreposés est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.

[...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27/11/2025, l'exploitant a confirmé vouloir brûler des déchets pyrotechniques de division de risque 1.3. Il a expliqué qu'une erreur avait été faite lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral du 21/12/2015 dans lequel l'autorisation de brûler a été donné aux déchets pyrotechniques de division de risque 1.4.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : EDD**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matrice d'acceptabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p> <p>3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.</p> <p>L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.</p> <p>4. Présentation des accidents dans l'étude de dangers en termes de couple probabilité-gravité des conséquences sur les personnes.</p> <p>L'étude de dangers contient, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille de l'annexe III du présent arrêté.</p> <p>Dans l'étude de dangers, l'exploitant explicite, le cas échéant, la relation entre la grille figurant en annexe III du présent arrêté et celles, éventuellement différentes, utilisées dans son analyse de risques.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'inspection constate que ni l'étude de dangers du site datée d'octobre 2014 ni la notice de réexamen datée de décembre 2024 ne comportent le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.</p> <p>Lors de la visite du 27/11/2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ce document.</p> <p>L'inspection constate également que le bâtiment G, contenant des matières combustibles, n'est pas intégré au périmètre de l'étude de dangers du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant révisé sa notice de réexamen et son étude de dangers et la communique à l'inspection des installations classées. Pour ce faire, l'exploitant s'appuie sur un bureau d'étude reconnu dans le domaine de la pyrotechnie. L'exploitant transmet à l'inspection le nom du bureau d'études retenu pour réaliser ces deux documents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>

**N° 6 : EDD**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers, dont il établit la liste à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir partie confidentielle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant formalise le mode de remplissage des tableaux de vérification des conditions de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 : Foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ARF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1</p>



et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

#### Constats :

Par mail du 24/11/2025, l'exploitant a fourni l'Analyse de Risque Foudre (ARF) référencée RGC 21149 en date de novembre 2012.

Cette étude précise qu'un système de prévention doit être mis en place sur le site pour permettre de manière fiable d'alerter à l'approche d'un front orageux et de faire évacuer le personnel. L'étude cite un service local de détection des orages ou un système local de détection par moulin à champ type Detectstorm ou équivalent.

Lors de la visite l'exploitant a indiqué qu'il disposait de trois acteurs signalant les alertes orages sur son site :

- la mairie de Hautefage la Tour qui reçoit les alertes de la préfecture. L'exploitant a également présenté un courrier du maire de Hautefage la Tour daté du 28/05/2020 indiquant qu'il s'engageait à avertir la gérante de la société ATPM de chaque message d'orage reçu de la préfecture du Lot-et-Garonne;
- la société d'assurance ALLIANZ
- l'Anelfa (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques).

L'exploitant n'a pas précisé les modalités d'alerte pour cet acteur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodiques

#### Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

#### **Constats :**

Par courriel du 24/11/2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre référencé 9144A/24/3685 en date du 31/10/2024, produit par la société SOCOTEC. Les normes utilisées dans le rapport de SOCOTEC sont conformes à celles exigées réglementairement. Le rapport conclue qu'aucune anomalie n'a été constatée.

L'exploitant a déclaré qu'il faisait procéder à la vérification complète de ses installations tous les deux ans. Le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre date du 31/10/2024.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les agressions de la foudre sur le site ne sont pas enregistrées. Il justifie ce point en indiquant que l'étude technique foudre présentée dans le rapport RGC 21149 conclue que "l'ARF aboutit à une non-nécessité de protection contre les effets directs de la foudre sur l'ensemble du site" (p43/56). L'inspection rappelle que même si l'ARF n'a pas identifié de besoin de protection contre les effets directs de la foudre, ceci est décorrélé de la nécessité d'enregistrer les agressions de la foudre sur le site. En effet, une agression de la foudre pouvant entraîner une défaillance des systèmes de protection contre les effets indirects de la foudre (parafofoudres).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre un moyen pour enregistrer les agressions de la foudre sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois